



LE CALENDRIER, DES PRIMAIRES À L'INVESTITURE

Principaux candidats démocrates

Hillary Clinton
60 ans
sénateur de New York

Barack Obama
46 ans
sénateur de l'Illinois

John Edwards
54 ans
ex-sénateur de Caroline du Nord

Bill Richardson

Joe Biden

Principaux candidats républicains

Fred Thompson

John McCain

Rudy Giuliani
63 ans
ancien maire de New York

Mitt Romney
60 ans
ex-gouverneur du Massachusetts

Mike Huckabee
52 ans
ex-gouverneur d'Arkansas

3 janvier au 3 juin 2008

Elections primaires

Au niveau des Etats, les Américains votent pour élire leurs délégués au sein de chaque parti, démocrate et républicain, qui désigneront par la suite leur candidat à la présidence.

Nombre total de délégués en jeu

Républicains
2391

Démocrates
3911

3 janvier
Iowa

40

57

5 janvier
Wyoming

28

8 janvier
New Hampshire

12

30

15 janvier
Michigan

60

0*

19 janvier
Nevada

34

0*

26 janvier
Caroline du Sud

47

1er février
Maine

21

29 janvier
Floride

57

0*

5 février

« Super Tuesday »

Des primaires se tiennent dans 22 Etats (sur 50). Le nom du candidat de chaque parti pourrait être acquis ce jour-là.

1026

2064

* Sanctionnés par la direction nationale du parti démocrate pour avoir avancé la date de leurs primaires, la Floride et le Michigan voteront mais leurs voix ne seront pas prises en compte.

Primaires démocrates

Primaires républicaines et démocrates

Primaires républicaines et démocrates :

Alabama, Alaska, Arizona, Arkansas, Californie, Colorado, Connecticut, Delaware, Georgie, Illinois, Massachusetts, Minnesota, Missouri, New Jersey, New York, Dakota du Nord, Oklahoma, Tennessee, Utah

Primaires démocrates :

Idaho, Kansas, Nouveau Mexique

9 février
Louisiane

47

68

10 février
Kansas

39

12 février

District of Columbia

19

38

Maryland

37

99

Virginie

63

103

19 février

Hawaï

29

Washington

40

97

Wisconsin

40

92

4 mars
Ohio

88

161

20 mai
Kentucky

45

59

17 mai
Hawaï

20

13 mai
Nebraska

33

31

6 mai
Indiana

57

85

22 avril
Pennsylvanie

74

188

11 mars
Mississippi

39

40

8 mars
Wyoming

18

27 mai
Idaho

32

3 juin
Montana

25

24

25 au 28 août : convention démocrate

1er au 4 septembre : convention républicaine. Dans chaque camp, les délégués élus lors des primaires se réunissent pour désigner formellement leur "ticket", c'est-à-dire le candidat à la présidence et son vice-président.

4 novembre : élection générale

Le scrutin étant indirect, les Américains élisent au niveau de chaque Etat des grands électeurs qui se sont engagés à donner leur voix à un candidat. Celui qui obtient **270** grands électeurs (sur 538) devient le président élu.

8 décembre : le collège des grands électeurs se réunit pour entériner le vote des Américains.

20 janvier 2009 : « Inauguration Day »

Le président est investi dans ses fonctions.

Photos : AFP

Le casse-tête du processus électoral américain

ÉTATS-UNIS

C'est parti. Demain, commence en Iowa la course des primaires, première étape d'un processus électoral qui s'étale sur près d'un an.

LE 3 JANVIER, les États-Unis entreront de plain-pied dans un complexe processus électoral de près d'un an, au terme duquel le 44^e président américain prendra ses fonctions. Ce système peut paraître par bien des aspects archaïque, exotique, voire tout à fait déroutant. Surtout lorsque cette machine électorale se grippe, comme ce fut le cas en 2000.

Demain débute la saison des **primaires**, qui ne prendra fin que dans six mois. Le 3 juin 2008 (ou au plus tard à la fin de l'été), il ne devra en rester qu'un, qui défendra les couleurs de chacun des deux grands partis, démocrate et républicain, pour la Maison-Blanche. En réalité, pour les 15 candidats en lice, la campagne a déjà débuté depuis au moins une année, au cours de laquelle ils ont mis sur pied des comités exploratoires pour juger de l'opportunité d'une candidature, se sont finalement lancés, ont commencé à rechercher des soutiens dans les premiers États à voter et ont collecté des fonds. Alors que le mandat présidentiel n'est que de quatre ans, la durée d'une campagne est en réalité de deux ans.

Lors des primaires, les Américains votent pour élire non pas un candidat, mais le plus souvent une liste de **délégués**, qui, dans leur ma-

rité, se sont engagés à voter lors de la convention nationale du parti pour un candidat donné. Il s'agit donc en théorie d'un scrutin indirect. En réalité, le nom du vainqueur est généralement connu bien avant la fin des primaires, dès que l'un d'eux remporte une majorité de délégués.

Cette année, en raison du nombre important d'États qui voteront le mardi 5 février, le résultat pourrait être acquis ce jour-là, le « **Super Tuesday** ». Dans les faits, le mode de sélection des délégués varie d'un État à l'autre. Dans les uns, seules les personnes affiliées à un parti votent. Dans d'autres, comme dans le New Hampshire, cette restriction ne vaut pas. Un certain nombre d'États, comme l'Iowa, ont opté pour les **caucus**, réunions théoriquement réservées aux militants du parti, même si l'on peut s'enregistrer au

Barack Obama en tête des démocrates

Intentions de vote en Iowa

Côté démocrate :

32 % : Barack Obama

25 % : Hillary Clinton

24 % : John Edwards

Côté républicain :

32 % : Mike Huckabee

26 % : Mitt Romney

Ces chiffres sont extraits du dernier sondage du *Des Moines Register*, considéré comme le plus fiable : il avait donné le tiercé gagnant dans l'ordre en 2004.

moment du vote. Dans des bibliothèques municipales, des salles ou des gymnases, les participants débattent et négocient avant de rallier un groupe soutenant un candidat. Contrairement aux primaires, le

vote n'est pas à bulletin secret. Des candidats indépendants, généralement peu représentatifs, peuvent se présenter sans passer par les primaires. Mais ils ont rarement les moyens de figurer sur les bulletins dans les cinquante États.

Dans les deux grands partis, le candidat désigné choisit un vice-président, qui peut être un de ses anciens adversaires. L'heure n'est plus aux divisions mais au rassemblement. À la fin de l'été, les délégués de tous les États élus lors des primaires se retrouvent à la **convention nationale** de leur parti, où ils vont confirmer lors d'un vote le choix des électeurs. Depuis les années 1970, les conventions, qui durent trois ou quatre jours, avec leurs temps forts soigneusement orchestrés, sont devenues de véritables shows télévisés et constituent une tribune de choix

pour le candidat, qui livre un discours détaillant son programme. Des milliers de journalistes vont relayer cet événement dans tout le pays et dans le reste du monde. La convention est aussi une foire aux donateurs et aux lobbies, qui sponsorisent des événements en l'honneur des caciques du parti (concerts, tournois de golf et de pêche, excursions et croisières) dont ils attendent un retour sur investissement...

Deux mois plus tard, le 4 novembre, les Américains font face au véritable enjeu avec l'**élection générale**. Ils choisissent leur président. Ou plutôt une liste de grands électeurs qui ont indiqué leur intention de vote pour un candidat. Techniquement, il s'agit d'un scrutin au suffrage universel indirect majoritaire État par État. Comme pour les délégués élus lors des primaires, le nombre de **grands**

électeurs varie en fonction du poids démographique de chaque État (il représente la somme de leurs représentants et sénateurs au Congrès de Washington). La différence est que le candidat qui obtient la majorité dans un État rafle la totalité des grands électeurs (*): c'est le système dit du « **winner takes all** » (« le vainqueur rafle tout »).

Sauf contestation, le nom du président élu est en principe connu au soir du 4 novembre, dès lors qu'il a rassemblé 270 grands électeurs sur 538 (la moitié plus un). Ce qui n'empêchera pas le collège des grands électeurs de se réunir un mois plus tard pour confirmer officiellement le vote populaire. Une simple formalité, même si l'histoire a montré que des grands électeurs ont déjà retourné leur veste. Si ces exceptions relèvent du cas d'école, on a déjà vu des présidents élus par le **collège électoral** sans avoir la majorité du vote populaire (*voir encadré*). Si toutefois aucun candidat n'atteint les 270 grands électeurs, la Constitution donne au Congrès le pouvoir de trancher. Cela s'est déjà produit. Comme il revient alors à la Chambre des représentants d'élire le président et au Sénat de choisir le vice-président, les deux hommes pourraient ne pas appartenir au même parti... Une situation de cohabitation à la française inédite aux États-Unis...

VALÉRIE SAMSON

V. S.

(*) Sauf dans le Maine et le Nebraska, qui ont un scrutin proportionnel.

Les aléas d'un scrutin complexe quand la géographie prime sur le nombre

■ Certains aspects des présidentielles américaines peuvent paraître mystérieux. Qui a oublié que George W. Bush fut élu en 2000 avec 500 000 voix de moins que son rival, Al Gore ? Cette anomalie, qui n'est pas unique dans l'histoire américaine, est due au système du collège électoral, qui attribue la totalité des grands électeurs au candidat qui arrive en tête dans un État, même de peu. Le nombre de grands

électeurs étant proportionnel au nombre d'habitants, il suffit théoriquement à un candidat de l'emporter dans les onze États les plus peuplés pour être élu. C'est ce qui explique que « *dans la plus grande partie du pays, il n'y ait tout simplement pas de campagne électorale* », explique Jasmin Raskin, professeur de droit constitutionnel à l'université de Washington. Dans un système où la géographie prime sur le nom-

bre, un grand électeur de l'État du Wyoming « vaut » 167 081 citoyens, quand un autre de Californie en représente 645 172. Le calendrier des primaires donne à de petits États comme l'Iowa et le New Hampshire, peu représentatifs de la population américaine, mais qui votent en premier, un poids disproportionné. Jasmin Raskin souligne en outre qu'« *aux États-Unis, le droit de vote n'est pas un droit constitu-*

tionnel ». Ainsi, les quelque 4 millions de citoyens américains vivant dans les territoires d'outre-mer, (Porto Rico, Guam, îles Samoa et îles Vierges), qui n'ont pas le statut d'État, n'ont pas le droit de voter aux présidentielles. « *Les nombreux procès intentés contre ce déni de démocratie à l'égard des habitants de Porto Rico ont tous échoué* », rappelle l'universitaire.